

Plan de relance : un pari risqué

Christian Chavagneux, *Alternatives économiques*, 3 septembre 2020

 alternatives-economiques.fr/christian-chavagneux/plan-de-relance-un-pari-risque/00093773



Chronique

03/09/2020

Christian Chavagneux Editorialiste

On l'attendait depuis longtemps : après un premier report, le gouvernement a enfin présenté aujourd'hui son plan de relance de l'économie française.

Alternatives Economiques livrera dès demain des analyses détaillées de ses différents axes, mais on peut déjà dégager de l'ensemble trois points importants



Pour 100 milliards t'as plus rien

100 milliards : voilà un montant qui a de quoi frapper les esprits. Malheureusement, il ne semble pas à la hauteur de l'enjeu. Le Premier ministre l'a précisé, c'est l'équivalent de 4 points de PIB, soit, selon les estimations de l'Insee, la perte de richesse subie par l'économie française du fait du confinement. Le gouvernement procède donc à un rééquilibrage d'ampleur équivalente. Sauf que... Le plan s'étale sur deux ans. Nous voilà donc à 2 points de PIB seulement pour l'an prochain. 50 milliards qui, compte tenu de la difficulté à lancer rapidement des projets, pourraient se transformer en 30 milliards effectivement déboursés selon Bercy, soit 1,2 point...

Le gouvernement met sur la table 2 milliards pour faire de la France un socle du développement de l'hydrogène, là où l'Allemagne en met 9

Le montant pourrait également ne pas être à la hauteur des objectifs poursuivis. Par exemple, il met sur la table 2 milliards pour faire de la France un socle du développement de l'hydrogène quand l'Allemagne met 9 milliards et le Portugal 7 milliards. De même, les 2 milliards dédiés à la rénovation technique des logements privés sont jugés largement insuffisants par beaucoup.

Il faut enfin préciser que toutes les aides à l'investissement industriel du plan vont se traduire par un surcroît d'importations de biens d'équipements. Cela va jouer négativement sur notre commerce extérieur, et donc sur la croissance. Bref, on peut avoir des doutes sur le fait que les montants soient à la hauteur de l'enjeu.

L'offre et la demande

Le plan de relance est spécifiquement destiné à la relance de l'offre ; logiquement, les entreprises en sont les premières bénéficiaires. De nombreuses mesures étaient nécessaires : après les aides sectorielles (aéronautique, tourisme, etc.), les TPE pourront prendre jusqu'à cinq ans pour rembourser leurs prêts garantis par l'Etat. Les PME se verront, elles, affecter 3 milliards d'euros pour renforcer leur capital et alléger le poids de leurs dettes (de quoi mobiliser en tout 10-15 milliards avec des fonds privés soit l'ordre de grandeur estimé par le Trésor des besoins en fonds propres). Un milliard d'euros seront par ailleurs affecté au soutien aux relocalisations.

Le soutien à la demande est toutefois loin d'être absent. Il faudra affiner le calcul, mais le plan de relance semble pouvoir engager environ 25 milliards d'euros de commandes publiques – un quart de son montant total. On peut y ajouter les 15 milliards en faveur de l'emploi, qui sont un soutien direct au pouvoir d'achat.

800 millions d'euros d'aides aux plus précaires, c'est largement insuffisant

C'est pour les plus démunis, malheureusement, que le bât blesse : 800 millions d'euros d'aides aux plus précaires, c'est largement insuffisant. Certes, les Françaises et les Français ont plus réduit leur consommation que leurs revenus durant le confinement, et se retrouvent à la tête d'une épargne importante. Mais le constat vaut surtout pour les ménages les plus aisés, ceux qui consomment moins leurs surcroîts de revenu. Les plus démunis, eux ont pu seulement réduire un peu leur endettement ; soutenir leur pouvoir d'achat aurait été une bonne manière d'aider les entreprises à remplir leurs carnets de commande.

Entreprises : des aides sans contreparties

La surprise est venue de l'annonce d'une baisse de 20 milliards, étalée sur deux ans, des impôts dits de production, ceux qui taxent le processus de production (main d'œuvre, bâti, chiffre d'affaires) quels que soient les résultats de l'année. Le gouvernement a raison de souligner que ces taxes, et en particulier leur niveau élevé, posent des

problèmes. Mais c'est oublier que la France est également en tête des pays subventionnant le plus la production.

Rien n'est exigé en termes d'égalité femmes/hommes, de comportement fiscal ou de mesures environnementales

Surtout, et le Premier ministre l'a fermement rappelé le 3 septembre, la suppression partielle de ces taxes est octroyée sans aucune contrepartie. Rien n'est exigé des entreprises en termes d'égalité femmes/hommes, de comportement fiscal ou de mesures environnementales. Espérons que le débat à l'Assemblée nationale permettra d'y remédier. La baisse des impôts de production n'a rien à voir avec la pandémie et ses effets, elle représente un gage donnée à la partie la plus anti-fiscale des représentants du patronat.

Le gouvernement met les moyens pour aider les entreprises françaises à passer le cap difficile des effets du confinement. Mais il laisse l'impression de ne pas mettre l'argent en face des objectifs, de sacrifier les bas revenus et de laisser « à la responsabilité des chefs d'entreprises » comme dit le Premier ministre le soin d'agir avec cet argent dans l'intérêt collectif. Un sacré pari.

Décryptage

Le grand bazar des chiffres du Covid

Les chiffres sur la pandémie sont collectés auprès des autorités sanitaires de chaque pays, biaisant les comparaisons et le suivi de la situation...

Formation

Plan compétences : les plus précaires passeront-ils leur tour ?

Le gouvernement devrait abonder les 15 milliards d'euros du plan d'investissement dans les compétences, initialement réservé aux jeunes et chômeurs les plus éloignés de l'emploi...

La question

Après Beyrouth, un nouvel AZF est-il possible en France ?

Série 3/10

Ces lois qui ne fonctionnent plus : la Bourse finance les entreprises

été

Quiz 14 : êtes-vous un pro des Gafa ?
